



## Projet d'appui à la prévention et la gestion de conflits et violences potentiels liés aux élections à Madagascar (PEV Madagascar), [www.pevmadagascar.eu](http://www.pevmadagascar.eu)

Il s'agit d'un projet qui est mis en œuvre par le **Centre Européen d'Appui Electoral** ([www.eces.eu](http://www.eces.eu)) en partenariat avec les organisations de la société civile malgache pour une durée de 20 mois (janvier 2017 – août 2019). Ce projet se veut une continuité des interventions d'ECES à Madagascar depuis le cycle électoral de 2013 et se base sur les leçons apprises, acquis et partenariats des projets ultérieurs tels que le « *Projet d'Appui à la Crédibilité et à la Transparence des Elections* » (PACTE) et le projet « *Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix, Leadership et Stabilité* » (INCIPALS) mais également le projet régional « *Preventing Electoral Violence in the countries of the SADC region* » (PEV SADC). Ce dernier, mis en œuvre dans tous les pays de la SADC pendant quatre ans (2013-2017), a d'ailleurs donné l'expertise à ECES dans le domaine de la prévention des conflits électoraux et a donné lieu à plusieurs publications à ce sujet, notamment un manuel intitulé : « *Handbook on Election related Conflict and Violence in the SADC* » et une étude sur : « *The potential of eu funded electoral assistance for the prevention of election related conflict and violence: lessons from the southern african region* ». Ainsi, d'autres projets dans le domaine de la prévention de conflits électoraux ont été réalisés dont à Zanzibar : « *Project in Support of a Peaceful and Inclusive Electoral Process (PROPEL)* (2015/16) et actuellement Afrique du Sud : « *Project to Prevent, Mitigate and Manage Election-Related Conflict and Potential Violence* » (PEV-SA).

**Madagascar** a organisé plusieurs élections multipartites. Cependant, la démocratie et la culture démocratique restent faibles et les élections peuvent facilement être manipulées politiquement et donner lieu à des tensions sociales et politiques. En effet, en général, les élections y compris des référenda et donc des projets de changement constitutionnel à Madagascar sont décrites par les parties prenantes comme des situations à risque, ayant dégénéré à plusieurs reprises en protestations violentes, la mobilisation du pouvoir en dehors des institutions et la saisie du pouvoir à travers des manifestations publiques et un coup d'Etat en 2009, ce dernier soutenu par l'armée. Il a été également observé que des contextes pré-électoraux tendus, traduisant souvent une méfiance politique, génère des résultats contestés par des forces de l'opposition, ce qui engendre souvent des risques de déstabilisation, un obstacle pour le développement durable du pays. L'instabilité politique s'observe également dans un contexte plus large que celui des élections et notamment dans la mise en place des institutions, la formation du gouvernement, l'adoption des textes de loi fondamentaux liés à la vie politique, économique et sociale, les processus liés à la lutte contre la corruption, la réconciliation et les réformes du secteur de sécurité.

Dans ce contexte, les prochaines élections générales (présidentielle et législatives), prévues pour la fin de l'année 2018 et le début de l'année 2019, constituent un test pour le pays de consolider davantage sa démocratie et la stabilité et de marquer un pas vers un contexte politique propice à un état de droit et au développement du pays. Cependant, elles constituent également un risque de générer une nouvelle crise et d'engranger des violences si les protagonistes ne respectent pas les règles du jeu. Afin de réussir ce test, beaucoup de défis se présentent et principalement celui de garantir un climat serein et apaisé qui inspire la confiance de toutes les parties prenantes. Cependant, le contexte actuel, montrent des signes d'un malaise généralisé créant un climat pré-électoral tendu avec beaucoup d'incertitudes d'autant plus que pour la première fois, les 4 anciens Chefs d'Etat vont s'affronter par la voie des élections (le nombre de candidats est de 36), raison pour laquelle celles-ci s'apparentent à un règlement de comptes entre anciens Présidents. Dans ce contexte, il est également constaté que peu d'expérience et d'expertise existent localement en matière d'action de prévention, atténuation et gestion de conflit et violence, pourtant essentiel pour contribuer à créer un climat plus apaisé.

Pour répondre aux défis du contexte et en ligne avec les objectifs de l'Instrument contribuant à la Stabilité et à la Paix (IcSP) de jouer un rôle majeur pour prévenir les crises dans le monde et intervenir en cas de crise émergente ou avérée, **l'action vise à contribuer à créer un climat apaisé qui inspire confiance en mettant les actions de dialogue et de collaboration multi-acteurs au cœur de toute démarche**. En effet, la consolidation de la paix et de la stabilité nécessite un dialogue renforcé à tous les niveaux de la société malgache. La prévention et résolution de conflit potentiel demande également un dialogue inclusif avec l'implication de tous les acteurs. Les organisations de la société civile et les

médias sont idéalement placés pour créer des liens entre les différents acteurs et des passerelles entre ces acteurs et la population en générale. Il s'agit donc principalement d'un accompagnement de ces acteurs à travers l'amélioration de leur performance à promouvoir une culture de paix et de tolérance et à travers le renforcement de leurs capacités dans la prévention de conflit, construction de la paix et la préparation aux crises potentielles.

**Les principaux résultats attendus sont :** Un mécanisme de prévention de conflit est opérationnel à travers la mise en place d'un outil d'alerte précoce et de réponse rapide en suivant la méthodologie de la cellule de veille (Situation room) ; des initiatives de dialogue et de concertation sont réalisées entre les OSC, médias et l'administration électorale et les forces de sécurité pour encourager la confiance et ces dernières sont sensibilisées quant à leurs rôles et responsabilités ; Le journalisme sensible aux conflits est introduit et le monitoring des médias est opérationnel en tant qu'outil d'alerte précoce et de réponse rapide et un public plus large pour la paix et la tolérance est sensibilisée.

**Concrètement,** le projet a mis en place **une plateforme d'alerte précoce** en constituant un réseau de « lanceurs d'alerte » dans les différentes régions du pays qui observe les foyers de tensions/ violences liées aux élections. Les alertes sont analysées et publiées sur la plateforme : [www.alerte.pevmadagascar.eu](http://www.alerte.pevmadagascar.eu) et des réunions sont organisées avec des acteurs qui sont habilités à intervenir : Commission électorale, les Forces de Défense et de Sécurité, les ministères concernés, autres institutions actives dans le domaine de la paix et de la réconciliation. Les informations venant de ce réseau de lanceurs d'alerte est complété par les analyses faites des foyers de tensions véhiculés à travers les médias et ceci par une unité de **monitoring des médias** qui produit tous les jours une revue de presse des actualités électorales, politiques et sécuritaires et qui produit des « Flash Report » en cas d'incident. De façon spécifique, des formations sont également données aux journalistes sur le « **journalisme sensible au conflit** » vu que souvent les médias sont à l'origine des tensions (discours de haine, incendiaires, rumeurs etc.) et des productions radiophoniques sont réalisées pour sensibiliser un public plus large sur les enjeux de l'apaisement. **Pour les jeunes**, surtout en milieu universitaire, car souvent des foyers de manipulations et tensions politiques, des formations spécifiques sont organisées pour les sensibiliser et leur donner les outils de produire des messages (de façon créative) de paix. **Pour les forces de l'ordre**, il s'agit d'élaborer conjointement un guide sur leurs rôles et responsabilités dans le processus électoral et dans la consolidation de la paix et des séminaires de partage d'expériences sont organisés à ce sujet. De façon transversale, **des débats et cadres de concertation multi-acteurs** sont organisés à tous les niveaux pour échanger sur les enjeux et perspectives de l'apaisement et pour arriver à des plans de résolutions communs. De façon quotidienne, **la page Facebook MadAlerte** est alimentée pour informer et sensibiliser le public sur les actions. Le projet produit également **des notes politiques et une étude approfondie, intitulé, « Violences électorales à Madagascar : consolider le rôle des acteurs électoraux dans la prévention, la gestion, la gestion et le règlement des conflits »** a été réalisée par le politiste Juvence Ramasy pour analyser l'historiques des violences électorales, leurs causes, localités et acteurs et ceci pour mieux orienter les actions.

En termes de **perspectives**, le projet se veut un acteur clé dans l'accompagnement de tous les acteurs pour inspirer des actions de prévention de conflit et pour propager des messages de paix afin que les élections puissent être un pas vers la démocratie et le développement durables. Pour ce faire, le projet cherche à intensifier ces appuis en termes de formation, de sensibilisation, de dialogue multi-acteurs, et d'analyses et de conseils au niveau de tous les acteurs impliqués dans le processus électoral. Vu les défis identifiés en termes d'apaisement post-électoral et surtout en termes d'acceptation de résultat, le projet cherche des moyens supplémentaires pour renforcer son réseau de lanceurs d'alerte et ses initiatives de réponses aux potentiels foyers de tensions, de conflits et même de violences observés. Il s'agit également d'étendre l'action dans le temps en vue des élections législatives et mêmes locales prévues pour 2019. Il est à souligné que l'action en tant que tel est une première à Madagascar et en tant qu'acteur international, ECES se donne beaucoup d'efforts pour transmettre ses compétences au niveau des structures locales afin de consolider et pérenniser les acquis. L'objectif final est de faire en sorte que les initiatives de consolidation perdurent et contribuent à l'instauration d'un climat favorable pour le développement du pays dans tous les domaines.

